

Le monde des librairies, touché par la crise, face à des choix cruciaux

Le secteur des librairies fait parti des commerces les moins rentables. De ce fait, les deux mois de fermeture qu'elles ont connu et probablement une fréquentation réduite dans les prochains mois, à part la précipitation des jours qui ont suivi leur réouverture, font que l'avenir de ce secteur ne s'annonce pas forcément radieux. S'il faut saluer les initiatives de certaines pour repenser de fond en comble le schéma du livre, d'autres du côté des plus grosses, qui appartiennent à des actionnaires ou des fonds de pensions, comptent bien profiter de la crise pour continuer le schéma concentration-surproduction-précarisation.

Avec la réouverture des librairies le 11 mai la chaîne du livre (édition-diffusion-distribution-librairie) s'est remise en marche même si elle n'a pas encore retrouvé son rythme de croisière notamment pour permettre la mise en œuvre des mesures de distanciation sur les lieux de travail. Cependant les inquiétudes évoquées pendant le confinement semblent se confirmer.

Pour pallier à la très forte chute du chiffre d'affaires depuis la mi-mars et sachant qu'un retour à la normale prendra plusieurs mois, les syndicats côté employeur (SLF, SNE...) ont demandé à l'État et aux collectivités des aides sous diverses formes. Ces aides seront insuffisantes pour de nombreuses petites structures à la trésorerie limitée et il est à craindre que certaines ne doivent fermer leurs portes dans les prochains mois. Il y a aussi les librairies coopératives et/ou

militantes qui auront sans doute peu d'aides et qui font appel pour certaines à la solidarité de leurs client·e·s. Sans parler des grosses structures qui vont en profiter pour faire payer aux salarié·e·s le poids de la crise financière et sociale qui succède à la crise sanitaire : non-renouvellement des CDD, augmentation du temps de travail, politique salariale réduite au minimum légal, etc.

Alors que certaines maisons d'édition ont revu sensiblement à la baisse leur programme de parution jusqu'à la fin de l'année, il existe un risque que les livres parus entre janvier et mars repartent rapidement des librairies et qu'une majeure partie de ceux parus depuis ne sortent pas des cartons, ce qui va contribuer à la fragilité des petits éditeurs·trices, des auteur·e·s, etc. De plus, petites ou grandes librairies, toutes ont vu leurs ventes via Internet largement augmenter et il semblerait que cette tendance perdure avec comme conséquence une baisse de la fréquentation physique en librairies s'inscrivant dans la durée.

Dans les grosses enseignes (Fnac, Cultura, Gibert...) [\[1\]](#), l'emprise des centrales d'achats est de plus en plus forte et la priorité est mise sur la vente en ligne avec du coup moins de diversité et moins de choix et plus de best-sellers dans les rayonnages. Les libraires ne choisissent plus les livres qu'ils·elles proposent, ne conseillent donc plus et se sont transformé·e·s en magasiniers/ières. Et pourtant ce sont ces enseignes ainsi qu'Amazon qui ont les plus grosses ristournes. Mais cette centralisation commerciale ne s'accompagne pas de la même chose au niveau social ! La tendance est toujours plus à l'individualisation, à la concurrence entre salarié·e·s, entre établissements...

Les phénomènes de concentration capitalistique et de surproduction s'accélèrent depuis une dizaine d'années dans la filière du livre qui emploie plus de 80 000 personnes en France. Cela s'accompagne bien évidemment d'une précarisation accrue, de personnes aux statuts à rabais ou même sans

statuts. Alors que les algorithmes prennent de plus en plus de place dans nos métiers au détriment de la création, du conseil, de la découverte, il est urgent de repenser le monde du livre comme le font notamment actuellement des collectifs d'éditeurs·trices [\[2\]](#), d'auteur·e·s.

Surtout, face à la crise qui menace ce secteur professionnel, nous appelons les travailleurs/ses des librairies à s'organiser pour obtenir :

-Aucun licenciements dans les librairies.

-Contrôle des aides publiques, pas de cadeaux pour les employeurs qui suppriment des postes ou ne respectent pas le code du travail.

-Maintient de tous nos droits sociaux.

-Stabilisation de toutes et tous les précaires, passage en CDI des travailleurs/ses en CDD, refus de toute externalisation.

-Renforcement des formations, des compétences professionnelles, des métiers.

-Augmentation des bas salaires.

-Garantie de toutes les protections sanitaires nécessaires et de bonnes conditions de travail.

Cela doit s'accompagner d'une vraie solidarité entre toutes et tous les travailleurs/ses de la chaîne du livre, aux côtés du personnel du secteur de l'édition et de la diffusion/distribution, autour de revendications communes.

C'est aux patrons de payer la crise, pas aux travailleurs/ses !

Marseille & Paris, le 4 juin 2020

Solidarité avec les travailleurs/ses de Gibert :

À la surprise totale de la trentaine de salarié·e·s concerné·e·s trois librairies Gibert Joseph n'ont pas rouvert avec le déconfinement. Après avoir racheté Gibert jeune en 2017, le groupe Gibert continue sa restructuration et a profité de la période du confinement pour conduire très discrètement les démarches de liquidation de 3 de ces librairies sous couvert d'éviter de « mettre en péril l'ensemble des sociétés du groupe » ! La brutalité et la rapidité de ces fermetures s'expliquent par la tentative de la direction de s'exonérer de ses responsabilités sociales en laissant le soin à l'administrateur de procéder aux licenciements. En outre sur la seule des 3 librairies qui a des représentant·e·s du personnel, la direction a volontairement tardé à communiquer aux salarié·e·s des informations leur permettant de pouvoir s'exprimer au tribunal de commerce ! Heureusement, les salarié·e·s concerné·e·s ont réussi à s'organiser et ont publié une lettre ouverte. De plus, ils bénéficient du soutien de leurs collègues ailleurs et notamment de la CGT Gibert Paris.

Concrètement la librairie d'Aubergenville est en liquidation immédiate, celle de Chalon-sur-Saône bénéficie d'un sursis d'un mois pour poursuite d'activité temporaire et celle de Clermont-Ferrand – qui existe depuis 80 ans – sera également liquidée après un délai de deux mois.

Solidarité avec les salarié·e·s qui demandent au minimum à ce que le groupe Gibert Joseph assume ses responsabilités sociales en finançant leurs conditions de licenciement au-delà des seules indemnités légales.

sud culture solidaires

61 rue de Richelieu, 75002 PARIS
sud@culture.gouv.fr
www.sud-culture.org

Sud
CULTURE
Solidaires

[\[1\]](#) Voir les articles à propos de la Fnac et Gibert sur le site Actualitté.

[\[2\]](#) Voir l'appel émanent de maisons d'édition indépendants et soutenu par d'autres acteurs et actrices du livre « Nous sommes en crise : il est temps de faire un choix ».

[TractLivre2020-06-04-1Télécharger](#)